

## LE REFORMISME AU DEFI DU CAPITALISME DISSOCIATIF

**Zaki Laïdi**

CERI/CNRS

**Les nouveaux rapports entre capital et travail imposent de préserver l'autonomie du social par rapport au politique. Pour le syndicalisme cela nécessite une analyse des effets de la mondialisation et des flux du capital pour les salariés.**

Le concept de réformisme occupe une place importante dans le débat politique et social. Cette centralité est liée à sa forte charge historique et aux interprétations idéologiques divergentes auxquelles il a donné lieu. Pendant longtemps, les termes du débat ont pu paraître simples : le réformisme était l'envers du radicalisme. Il renvoyait à l'idée de gradualisme et donc de compromis entre le capital et le travail, un compromis que la syndicalisation ouvrière devait et pouvait rendre possible. Rappelons-nous la phrase célèbre de Léon Jouhaux déclarant au sortir de la Première Guerre mondiale : « Nous devons nous orienter vers une action positive et ne pas être seulement capable de faire une émeute de rues mais de bien prendre en mains la direction de la production. » Il s'agit alors de dire que l'abolition du salariat ne peut plus être l'horizon du syndicalisme.

Au plan politique, le réformisme a généralement été associé à la social-démocratie. Et même si le réformisme social-démocrate est plutôt suédois qu'allemand, c'est le fameux Congrès de Bad-Godesberg de 1959 qui symbolise l'alliance entre le réformisme et la social-démocratie en Europe dans un contexte de concurrence idéologique entre l'Est et l'Ouest.

En France, le débat sur le réformisme a longtemps été passionnel et difficile notamment à gauche - mais pas uniquement -, en raison de la persistance d'un puissant courant syndical d'inspiration révolutionnaire et d'une gauche non communiste qui n'a jamais été social-démocrate. Elle ne l'a jamais été, non pas parce qu'elle ne le souhaitait pas, mais parce que son faible ancrage dans le monde ouvrier l'a conduite par compensation à faire de l'idéologie - et notamment de l'idéologie révolutionnaire - une source d'identité lui permettant de se distinguer de la droite tout en résistant à la pression idéologique du Parti communiste.

### **Le mythe du Grand Soir**

Avec l'effondrement du communisme, les données du problème se sont clarifiées : l'idée réformiste opposée à l'idée révolutionnaire est acceptée par presque toutes les forces politiques. Le Grand Soir syndical ou politique a pour ainsi dire disparu du champ des représentations. Et même l'extrême gauche - à l'exception de Ligue Ouvrière - ne prône plus véritablement « la révolution ». Il est d'ailleurs intéressant de constater que l'altermondialisme radical adopte un profil équivalent. Il ne parle plus de renverser le capitalisme mais de préparer la voie à ce qu'il appelle le « droit à la réappropriation ». Toutefois ce « modérantisme » est trompeur. En effet, dès que s'entrouvre la possibilité d'un dialogue ou d'un compromis, c'est la logique du non-engagement qui prévaut car s'engager, c'est se compromettre. Or, si le réformisme a un sens, c'est bien celui d'accepter de se « compromettre »<sup>1</sup>.

Si la thématique du Grand Soir s'est pratiquement tarie, « l'imaginaire de la rupture » reste malgré tout très présent, comme en témoigne la déclinaison altermondialiste d'un « autre monde est possible ». D'ailleurs, le fait que l'extrême gauche tende mécaniquement à prospérer quand la gauche est au pouvoir

---

<sup>1</sup> Sur le lien entre altermondialisme et syndicalisme, voir Zaki Laïdi, *La Grande Perturbation*, Flammarion, 2004.

inciterait à penser que même enfoui ou refoulé, «l'imaginaire de la rupture » peut être réactivé. S'il existe bel et bien un « imaginaire de la rupture», il est bien difficile de construire un « imaginaire réformiste » tant celui-ci est identifié à une pratique plutôt qu'à un projet. De surcroît, l'acceptation claire du « réformisme » - comme l'envers de la révolution - n'exclut pas la persistance de certaines zones d'ombre. Les partis de gauche parlent encore de «transformation sociale» et s'identifient eux-mêmes à des vecteurs de transformation de la société. Or, une des questions que l'on peut se poser est celle de savoir s'il est encore légitime de voir dans des partis politiques des forces capables de transformer la société. On peut, au contraire, estimer que l'ordre social est aujourd'hui trop complexe, trop fragmenté, pour faire l'objet d'une sorte de mise en cohérence par des acteurs politiques qui se trouveraient par rapport à lui en position de surplomb. Dans cet ordre d'idées, le réformisme politique ne renverrait plus à la volonté de rompre avec l'ordre social existant, mais de l'aider à se réinventer en permanence, sans perspective finaliste<sup>2</sup>. Le réformisme ne chercherait donc plus à construire un « nouvel ordre social» mais à corriger les déséquilibres ou à en anticiper les effets pour pouvoir les rectifier. La place et le statut du politique par rapport au changement social est une des questions cruciales qui se posent au réformisme. C'est pourquoi « l'épuisement de la révolution» ne dégage pas mécaniquement l'horizon du réformisme. Ceci d'autant plus - et c'est l'objet même de ce texte - que le réformisme n'a de sens que par rapport au moment historique dans lequel il est pensé. Or, celui dans lequel le réformisme de la CFDT par exemple a été pensé au début des années 1980 paraît bien différent de celui dans lequel elle agit et intervient aujourd'hui.

### **Quelle définition du réformisme?**

Nous partirons d'une définition simple. Nous appellerons «réformisme » la démarche et le projet visant à garantir un compromis social dynamique mais équilibré, entre le travail et le capital, par le jeu assumé de la négociation. Tous les mots ont ici leur importance. Le réformisme est à la fois démarche - ou méthode - mais également projet. Cela signifie qu'il doit avoir une visée et une

---

<sup>2</sup> Il faut ici citer les travaux de Niklos Luhman sur les « mondes vécus », qui nous aident à comprendre combien est révolue l'idée d'un politique en surplomb sans pour autant conclure à une disparition du politique.

perspective, faute de quoi, il se trouve réduit à une méthode purement adaptative.

En second lieu, l'idée de réformisme renvoie aux principes de compromis dynamique et équilibré entre le travail et le capital. Le terme dynamique signifie ici que le compromis entre travail et capital est par nature évolutif, adaptatif et que, de ce point de vue, la recherche absolue du statu quo est ce qui sépare réformisme et conservatisme. Cependant parler d'un compromis dynamique n'a de sens que si ce dernier respecte le principe de base du réformisme veiller à ce que ses gains et ses coûts soient équitablement partagés entre capitalistes et salariés. Si la recherche du compromis devient une fin en soi, le niveau auquel il se situera, et donc son avantage pour les salariés, peut dans certains cas défavoriser ces derniers. C'est la raison pour laquelle la méthode réformiste - rechercher un compromis pour la négociation - est indissociable du contenu et du projet réformiste.

Aujourd'hui, ce qui fait problème à propos du réformisme, c'est la difficulté à envisager le compromis social sur un mode qui garantit l'équité entre travail et capital. Pourquoi? À cela, il y a une explication à la fois simple mais forte : le capitalisme a changé de nature. Son arraisonnement social est indiscutablement fragilisé car le rapport de force entre le capital et le travail s'est rompu à l'avantage du capital. C'est réellement à ce défi que le courant réformiste est confronté.

En effet, quand à la fin des années 1970, la CFDT décide de valoriser le réformisme comme pratique et comme projet, les règles du jeu apparaissent simples, même si les contraintes sont très fortes. Il s'agit, par la contractualisation des rapports sociaux, de s'engager pleinement dans le jeu du compromis social sans attendre qu'une hypothétique alternance politique vienne enfin ouvrir les vannes du changement. Le réformisme est alors l'expression d'une volonté forte d'émanciper le social de toute tutelle politique ou idéologique. Le réformisme est alors l'expression d'un refus : celui du « tout est politique » Les difficultés récurrentes de langage et de compréhension entre la CFDT et la gauche française, après son retour au pouvoir en 1997, montrent que ce problème n'est pas pleinement surmonté car la gauche française reste profondément étatiste malgré ses dénégations. La réticence profonde du politique à reconnaître effectivement l'autonomie du social par rapport au

politique est un trait de la culture française qui dépasse d'ailleurs les frontières de la gauche. Cette dimension du combat réformiste qui cherche à préserver l'autonomie du social par rapport au 'politique reste tout à fait pertinente.

### **L'impact de la mondialisation**

Ce qui a changé, en revanche, c'est la nature du rapport de force entre capital et travail depuis la fin des années 1980 et surtout 1990. En effet, jusque là nous étions dans l'épure d'un capitalisme industriel keynésien que j'appellerai ici le « capitalisme stabilisé ». Ce capitalisme était stabilisé par le fait qu'il était encadré par les États. Or, dans le cadre d'économies nationales, ces derniers disposaient de puissants moyens d'intervention et d'action, notamment à travers le contrôle de la circulation internationale des capitaux et le déploiement d'un réseau de réglementations encadrant la plupart des activités économiques marchandes.

Le capitalisme stabilisé renvoyait ainsi à une organisation de la conflictualité sociale définie dans un cadre national et arbitrée par les États. Du coup, le rapport de force entre le capital et le travail s'en trouva plus équilibré. Les gains de productivité étaient équitablement partagés entre capitalistes et salariés sur la base d'un schéma social relativement clair : la protection de l'emploi contre l'obéissance dans le travail. Chaque partenaire se voyait ainsi garantir une stabilité de sa situation et de ses intérêts.

Ce « pacte de la raison » a ainsi permis de favoriser un triple compromis : entre le travail et le capital, entre le marché et l'État, entre la compétition et la solidarité.

Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une donne historique extrêmement différente car le capitalisme a changé les règles du jeu économique et social. Il serait trop long de recenser en détail toutes les mutations en cours, mais elles peuvent se résumer ainsi : nous sommes passés d'un capitalisme stabilisé à un capitalisme dissociatif en raison de l'éventrement du cadre national dans lequel les compromis sociaux se fabriquaient. La mondialisation aujourd'hui correspond avant tout à la fin du statu quo entre travail et capital et son corollaire : la modification du rapport de force au détriment du travail. Le capital bénéficie de deux atouts essentiels qui se complètent : il est incomparablement plus mobile que le travail parce que les obstacles qui freinaient sa circulation ont été levés. Il

est par ailleurs créateur d'une richesse immatérielle, le savoir, qui par définition se joue des frontières et de la territorialité.

Or, comparativement au capital qui peut se déployer plus vite et plus largement qu'auparavant et de ce fait parvient à « faire masse » plus rapidement, le monde du travail apparaît plus vulnérable : même si la levée des obstacles à la circulation des travailleurs était parfaite, elle ne pourrait pas, pour des raisons sociologiques et culturelles évidentes, avoir lieu. Les salariés sont tous des êtres de chair et de sang pour qui la mobilité géographique, hors des frontières, est très faible.

Si la mobilité du travail était aussi forte que celle du capital, elle poserait d'ailleurs d'énormes problèmes de régulation sociale et culturelle à des sociétés développées qui affronteraient des migrants venant de pays à bas salaires. De plus, en considérant le travail nécessaire à la création de richesse, qui est relativement peu abondant et, simultanément, la force de travail disponible pour créer cette même richesse qui s'est considérablement accrue par l'ouverture au monde des sociétés périphériques, on mesure l'ampleur du déséquilibre et de la vulnérabilité des compromis sociaux nationaux face à une telle dynamique.

Le capital est devenu très mobile et le travail beaucoup moins. En conséquence, le capital peut imposer plus aisément ses propres conditions. Il contraint les États à entrer dans son jeu en développant des politiques d'attractivité sociales et fiscales. Certes, celles-ci peuvent parfaitement être compatibles avec des fonctions traditionnelles de redistribution ou de création de richesse dans un territoire donné. Quand un État favorise l'implantation d'une multinationale, il permet à celle-ci de créer de l'emploi par exemple.

### **Quelles conséquences pour les salariés ?**

Cette explication rassurante pour comprendre la dynamique du capitalisme est insuffisante. La logique d'attraction peut aussi conduire les États à effectuer des arbitrages sociaux qui favorisent les intérêts du capital et non ceux des salariés. Le fait, par exemple, que presque partout en Europe et en Amérique du Nord, l'impôt sur les sociétés ait baissé, alors que la demande sociale d'État ne réduit pas le besoin de ressources fiscales dont il a besoin, a pour conséquence de déplacer le poids de la fiscalité vers les salariés au travers, notamment, de la hausse des cotisations sociales. Par ailleurs, il s'avère, y compris dans les pays

anglo-saxons où la logique a été poussée trop loin, que les multinationales bénéficient à l'excès de dispositifs qui leur permettent de minimiser considérablement l'assiette de leurs impositions. Si ce déséquilibre n'est pas corrigé, il en résultera, soit une aggravation de la pression fiscale sur les salariés, soit une réduction des fonctions de protection et de redistribution assurées directement ou indirectement par les États.

Cet enjeu est d'autant plus important que le «monde du travail» a cessé d'être un monde en soi. La solidarité des salariés est aujourd'hui particulièrement difficile à penser et donc à organiser. En effet, leurs destins sont plus que jamais disjoints. Il existe par exemple une catégorie à hauts revenus qui s'adapte et tire profit de la mobilité du capital. Ce n'est d'ailleurs pas le moindre des paradoxes que de constater que le capitalisme dissociatif est fondamentalement un capitalisme financier qui s'efforce de maximiser par la finance les retraites des baby-boomers. N'oublions pas que les fonds de pension sont la propriété d'une infinité d'actionnaires qui sont le plus souvent des salariés désireux de préparer leurs retraites. Le capitalisme financier est aussi le produit du vieillissement occidental qui conduit ces baby-boomers à préférer l'épargne à la consommation. C'est un point essentiel qu'il faut ici rappeler, tant la vulgate anticapitaliste tend à l'occulter.

Indépendamment de cela et de l'existence d'une frange étroite de salariés mobiles qui peuvent se déplacer pour maximiser leurs revenus, la raison principale réside dans l'atomisation du salariat, dans l'individualisation bien connue des trajectoires. Le capitalisme dissociatif se trouve ainsi être un capitalisme où non seulement le capital est plus mobile que le travail, mais où le travail est de plus en plus éclaté.

Ce nouveau déséquilibre entre le capital global et le travail local se répercute nécessairement dans les négociations salariales. Une multinationale peut très aisément - et de bonne foi - faire valoir ses contraintes globales en les considérant comme non négociables d'emblée avec des salariés qui sont par ailleurs incités à négocier à un niveau de plus en plus désagrégé pour faire avancer les revendications.

### **Les conditions d'un nouveau compromis social**

Naturellement, il faut impérativement se défaire de toute interprétation mécaniste ou déterministe qui amènerait à penser que le déséquilibre est tel que le jeu est perdu d'avance pour les salariés- Le réformisme ne saurait méconnaître l'évolution des rapports de force globaux sous lesquels il agit. Là encore, s'il ne se manifeste que pour parvenir à un accord, les bases de ce dernier seront dès le départ biaisées au détriment des salariés

Autrement dit, il n'y a pas de bon compromis sans bon rapport de force- Ce qui signifie aussi qu'il n'y a pas de changement possible, d'adaptation indispensable, sans deux conditions essentielles : l'existence de contreparties à l'adaptation et l'équité dans la distribution des coûts - et des gains - du changement.

Sans contreparties tangibles ou qualitatives, le changement risque d'être vécu sur le mode de la contrainte et engendrer par là même une dynamique de refus- Sans équité, le changement se révèle socialement inégalitaire. Or, ces conditions sont extrêmement difficiles à réunir. Les contreparties ne sont pas toujours mesurables ou identifiables au moment où une réforme intervient. Ses bénéfices peuvent être différés. Inversement, ils peuvent se révéler fragiles sur le long terme mais tangibles à plus court terme.

L'équité est une condition encore bien plus difficile à satisfaire, car elle suppose l'existence d'un «principe de justice » beaucoup plus complexe, par définition, qu'un principe d'égalité. C'est par exemple le cas de toutes les réformes où la dimension intergénérationnelle est très présente. De plus, le terme « d'avancée sociale» est devenu trop vague et trop relatif pour mesurer la valeur d'une réforme, les groupes sociaux « les plus vulnérables » ne sont pas nécessairement les plus défavorisés, et l'idée même de progrès social s'est considérablement individualisée. Par conséquent, il est aisé de comprendre à quelles contraintes se trouve soumise la simple définition d'une plate-forme réformiste. Le réformisme ne va donc plus de soi, à la fois parce que les dynamiques du capitalisme dissociatif incitent plus spontanément les salariés à résister qu'à changer, mais également parce que le sens même du terme de réformisme est fragilisé, ou complexifié, par l'extrême complexité des enjeux et l'individualisation des trajectoires sociales.

### **Les contradictions entre le monde du travail et le capital**

Cela étant posé, il nous faut naturellement réfléchir à la manière dont le réformisme peut se penser dans le contexte du capitalisme dissociatif, sans naturellement retomber dans les travers de la critique globale, systématique et déterministe du système capitaliste.

Le point de départ se situe dans un investissement de fond dans la critique du système capitaliste dissociatif. Pour ce faire, il n'est pas nécessaire de renouer avec l'histoire sociale du capitalisme ou de « relire » les pères fondateurs de l'économie politique. Ce travail a déjà été fait. Ce qu'il faut, c'est approfondir notre interprétation critique du capitalisme dissociatif en insistant sur l'identification de tous les processus concrets qui opposent et clivent le rapport entre le monde du travail et celui du capital. De ce point de vue, on peut clairement dire ici que la tentative du blairisme pour penser le réformisme dans un contexte de mondialisation a révélé ses limites. Même si son apport est intéressant et utile, notamment par sa capacité à assumer clairement certains changements et à articuler des pratiques sociales et politiques à cette nouvelle donne, sa prétention à la refondation du réformisme politique souffre d'une faiblesse majeure : le blairisme n'est porteur d'aucune critique du système capitaliste. Le pragmatisme dont il se targue en vient à évacuer toute idée de rapport de force, voire de conflictualité sociale.

Les résistances sociales au changement sont essentiellement vues en termes de résistances conservatrices à un changement naturel. Il est identifié à un bien et plus encore à la « modernité radicale ». Or, à l'évidence, cette démarche paraît très insuffisante, d'autant qu'en dépit de certaines apparences, le blairisme répond fondamentalement à une vision britannique dans une société qui a subi successivement les affres du syndicalisme le plus conservateur et du radicalisme anti-social le plus révolutionnaire.

Cette critique renouvelée et approfondie du capitalisme dissociatif n'a cependant de sens que si elle parvient à s'articuler à une évaluation des moyens d'arraisonner le capitalisme, de le faire entrer dans son lit social, bref de réinventer le compromis social.

Pour cela, il faut mobiliser trois échelles de savoir et d'expérience. La première est globale, la seconde nationale, la troisième locale.

Il devient difficile voire impossible de penser aujourd'hui le réformisme sans avoir à l'esprit les dynamiques de forces qui influencent les cadres nationaux. Les débats sur les délocalisations ou sur l'harmonisation fiscale en témoignent.

### **Vers une normativité sociale à l'échelle mondiale**

Au niveau global, l'enjeu à long terme est l'intégration de l'immense masse salariale des grands pays de la périphérie (Inde, Chine) qui commencent à peine à faire leurs preuves dans le jeu compétitif mondial et qui peuvent, à court et à moyen terme, menacer les positions des salariés les plus fragilisés du centre.

Dire cela, ce n'est pas succomber à la thématique du péril chinois, mais simplement prendre acte du fait que l'enjeu n'est plus d'intégrer les prolétaires blancs à la société bourgeoise mais les damnés de la terre à l'économie-monde. Le XXe siècle a assimilé le salariat européen grâce au levier puissant constitué par les États-nations. Le XXIe siècle devra le faire pour le salariat mondial, et dans des délais plus courts compte-tenu de la multiplication des réseaux d'interconnexions et de la vitesse croissante à laquelle celle-ci s'opère.

L'enjeu est de favoriser l'intégration des salariés de la périphérie sans détruire pour autant les positions du salariat du centre. Pour tenter de parvenir à cet équilibre, il est donc impératif de normer socialement le système mondial de manière à ce que les ajustements sociaux ne se fassent pas par le bas.

D'où l'importance de la médiation européenne dans ce jeu en tant qu'espace pertinent où peuvent s'élaborer des choix traduisant les préférences collectives de l'Europe en termes de progrès social et de développement durable. Il n'y a donc pas de tâche plus urgente que de normer le système social mondial pour éviter deux écueils : le dérèglement en chaîne et, son corollaire inexorable, le protectionnisme. Cette normativité économique et sociale doit porter sur trois axes : le respect des clauses sociales fondamentales, le respect des principes de l'économie de marché - ce que ne fait pas par exemple, la Chine aujourd'hui - et la compatibilité minimale des échanges avec les exigences du développement durable.

Le développement d'une non-nativité sociale acceptable à l'échelle mondiale paraît prioritaire pour tenter de construire un compromis acceptable entre « salariés riches » et salariés de la périphérie. Cet axe de travail et d'action paraît toutefois indissociable d'une démarche susceptible d'accroître ce que l'on

pourrait appeler la « viscosité sociale du capital ». Rendre le capital plus visqueux, c'est faire en sorte qu'il soit moins volatil. Pour cela, l'enjeu est de voir le capital intégrer dans ses arbitrages et ses choix des facteurs sociaux.

Il ne s'agit pas de réduire l'espace du marché ou de récuser la logique du marché. Il s'agit plutôt d'aider celui-ci à intégrer une pluralité de facteurs capables d'influencer sa sanction. Le jour où, par exemple, la responsabilité sociale des entreprises sera plus largement reconnue, les critères de performance des entreprises assimileront nécessairement cette dimension. Or, dans ce domaine, une des pistes les plus intéressantes réside peut-être dans la construction d'une nouvelle grille de rendements financiers. On peut par exemple imaginer que les exigences de rendements dans les secteurs à haute technologie ne soient pas comparables à celles que l'on peut obtenir dans le domaine de l'énergie ou de l'eau. Autrement dit, plus un bien ou un service intégrerait une valeur publique (eau, santé, électricité), moins l'exigence de rentabilité serait forte, en tout cas sur le court terme.

Nous avons un retard considérable dans l'imagination de procédures capables de nous permettre non pas, comme on le croit en France, de refouler la logique de marché, mais de mobiliser les ressources insoupçonnées de ce même marché pour les mettre au service du bien public. Cette démarche ne tombe peut-être pas sous le sens. C'est parce qu'elle n'est pas communément admise qu'elle est à la fois réformiste et... révolutionnaire.